

Manifeste pour une ESS rassemblée, claire et conquérante !

Premiers signataires (suite de la liste à la fin du manifeste) :

Jérôme Saddier, président d'ESS France et de Coop.fr (Les Entreprises Coopératives) / **Claire Thoury**, présidente du Mouvement Associatif / **Benoît Hamon**, ancien ministre de l'ESS / **Marion Lelouvier**, présidente du Centre français des fonds et fondations / **Eric Chenut**, président de la Mutualité Française / **Elisa Braley**, Collectif FemmESS / **Hugues Sibille**, président du Labo de l'ESS / **Mahel Coppey**, adjointe à la maire de Nantes, présidente du Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES) / **Bastien Sibille**, président de Mobicoop / **Pierre Hurmic**, maire de Bordeaux, président du GSEF (Forum Mondial de l'Economie Sociale) / **Michel Jezequel**, président de la Chambre Régionale de l'ESS (CRESS) Bretagne et 1^{er} vice-président d'ESS France / **Claude Alphandéry**, président d'honneur du Labo de l'ESS et de France Active / **Pierre-René Lemas**, président de France Active / **Patrick Jacquot**, au nom de l'Association des Assureurs Mutualistes, P-DG de la Mutuelle des Motards...

Nous sommes des acteurs militants, responsables, dirigeants, entrepreneurs, chercheurs, qui croyons plus que jamais en la pertinence de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) dans un monde en pleine mutation économique et écologique, et face à des enjeux majeurs pour notre démocratie et pour la cohésion sociale. Au moment où des débats parfois tendus animent le monde de l'entrepreneuriat social et à impact, et où l'ESS est collectivement interpellée quant à ses fondamentaux, nous appelons au rassemblement de ses acteurs autour de la clarté de ses principes d'action, et dans une organisation collective refondée, moteur d'une dynamique de conquêtes et de progrès.

Que nous soyons engagés dans des entreprises et organisations qui façonnent certains secteurs économiques et sociaux, parfois depuis des décennies au point de faire partie du paysage familier de nos concitoyens et parfois plus récemment, ou que nous soyons engagés dans celles qui explorent les voies de l'innovation sociale, écologique et démocratique, nous sommes convaincus de la force de nos modèles pour agir, créer et entreprendre en faveur du progrès social, économique et écologique, et pour rendre la société plus inclusive.

Notre ambition commune, dans notre grande diversité des familles et réseaux d'acteurs de l'ESS, ce sont en effet nos raisons d'agir : nous avons toujours su et nous pouvons encore faire des choses bien plus grandes que ce que nous sommes, parce que nos modèles sont résilients et proches des besoins fondamentaux et des aspirations humaines, parce qu'ils expriment et incarnent un potentiel puissant et transformateur de la société. Nous le mesurons au quotidien, quelles que soient les difficultés que nous rencontrons et, parfois, l'adversité de la concurrence et l'inconstance des pouvoirs publics.

L'ESS n'est pas pour nous un conservatoire de bonnes idées, mais une dynamique fondée sur une énergie inépuisable : le pouvoir d'agir et d'initiative de la citoyenneté. Il prend des formes différentes variées dans nos associations, coopératives, entreprises sociales, fondations, mutuelles, mais il s'incarne toujours dans la volonté de repousser les frontières de l'économie du Bien commun et de l'innovation sociale.

Devant nous sont les conquêtes possibles, les « nouveaux rivages de l'ESS », qui doivent encore affranchir certaines activités essentielles des risques et dérives de la prédation financière : sécurité alimentaire, habitat, accès à l'eau et à l'énergie, protection sociale, préservation des espaces naturels et de la biodiversité, démocratie numérique, éducation, culture... Ce sont les communs à construire, à développer, à rendre incontournables, dans un monde qui ne peut compter seulement sur la croissance ni sur la technologie pour trouver des solutions à ce qui est désormais une crise de modèle. Ces conquêtes ont besoin de l'initiative collective, de la gestion non-lucrative ou à lucrativité limitée, de la démocratie économique qu'incarne l'ESS, autant que d'un esprit entrepreneurial motivé par une forte ambition transformatrice.

Ensemble, nous faisons bloc autour de la notion d'Economie sociale et solidaire telle qu'elle a été définie par la loi du 31 juillet 2014, après de longs débats, et qui a inspiré ces deux dernières années les résolutions reconnaissant l'ESS aux niveaux européen et international. Il s'agit d'un acquis précieux qui, complété de la définition de notre utilité sociale et environnementale, suffit à nous qualifier et qui nous projette vers l'avenir en garantissant notre liberté d'agir, sans tutelle d'aucune sorte et en pleine responsabilité de nos actes.

C'est sur ces bases que nous appelons tous les acteurs à soutenir et à rejoindre les familles et les réseaux de l'ESS qui les représentent dans le respect de nos valeurs fondamentales, tout en donnant aux acteurs émergents de l'innovation sociale et environnementale, de l'économie solidaire ainsi que de l'entrepreneuriat social toute leur place dans ce large rassemblement où doivent s'opérer des convergences nécessaires.

Nos statuts ne sont pas figés, ils sont même les moteurs de la pérennité de nos engagements : la loi de 2014 a étendu leurs principes à toutes les sociétés commerciales qui veulent s'inscrire dans les ambitions et les règles de l'ESS ; l'intégration d'entreprises conventionnelles dans l'ESS est un enjeu à portée de mains. C'est parce que nous avons confiance en nos principes que nous disons notamment aux entreprises à mission : vous avez fait le pas d'intégrer une mission d'intérêt général à vos statuts ; surtout ne vous arrêtez pas là, limitez désormais votre lucrativité et devenez démocratiques !

Nous avons aussi besoin de nous renforcer dans notre diversité, au sein d'une ESS cohérente et engagée collectivement dans son développement, comme en coalition avec des mouvements d'entreprises engagées. Cette nouvelle étape est nécessaire pour répondre efficacement à cette quête de sens qui traverse notre société, pour promouvoir la citoyenneté et l'émancipation, pour encourager les projets portés dans les territoires et amplifier notre capacité transformatrice, pour renforcer le pouvoir d'agir des individus, pour défricher l'avenir, et pour nous projeter dans un horizon européen et international.

Cette convergence, à partir de ce qu'ESS France a su construire, doit aussi incarner la clarté des principes qui nous animent et leur déclinaison grâce à la notion d'utilité sociale et environnementale. La plupart de nos entreprises et organisations savent parfaitement la démontrer à leurs parties prenantes ; à l'heure où la notion « d'impact » est de plus en plus répandue au risque d'une confusion avec nos modèles socio-économiques et d'une banalisation de l'ESS, il nous appartient de mieux nous faire connaître du grand public selon des outils et méthodes qui nous soient propres, et développés en toute liberté et responsabilité. Cette exigence nous oblige au regard du rôle que nous voulons jouer à l'avenir, mais aussi pour lutter contre le « social » et le « green washing ».

C'est aussi à ce titre que nous avons besoin de repenser notre organisation collective en tant qu'employeurs, en tant qu'entrepreneurs, en tant qu'acteurs du mouvement social, pour que l'ESS dans son ensemble soit identifiée à partir de pratiques cohérentes avec nos principes, notamment en termes de partage de la valeur et de dialogue social. Répondre à une quête de sens au travail ne suffira pas : la visée transformatrice de l'ESS doit aussi s'illustrer dans la démocratie de l'économie et de l'entreprise, dans l'attention à la qualité de vie au travail, dans l'atteinte réelle de l'égalité femmes-hommes, dans la juste répartition de la valeur créée en fonction de nos modèles économiques. La cohérence implique aussi de nouer entre organisations et entreprises de l'ESS des alliances privilégiées, et de s'engager dans le développement mutuel en renouant avec une ambition collective et solidaire.

Pour toutes ces raisons, nous poursuivrons ensemble la défense d'une conception exigeante et ambitieuse de l'ESS et nous proposerons dans les prochaines semaines les contours d'une organisation collective refondée incarnant toutes ces ambitions. Nous travaillerons aussi à ce que cette dynamique inspire des politiques publiques ambitieuses, qui viendront soutenir nos projets et accompagner les efforts de ceux qui entreprennent avec une haute conception de leur responsabilité à l'égard de la société ; une loi de programmation au service des enjeux de l'ESS est devenue indispensable.

Au moment où la reconnaissance de l'ESS s'impose en Europe, et même au niveau mondial où elle incarne la nouvelle efficacité nécessaire à la réalisation des Objectifs du Développement Durable des Nations-Unies, nous voulons favoriser l'engagement, accompagner les transitions, dynamiser les coopérations territoriales et internationales. Notre histoire démontre que nous avons su le faire sans tout attendre des pouvoirs publics, mais l'ampleur des enjeux justifie pleinement qu'ils investissent résolument dans le potentiel que nous représentons collectivement, comme ils avaient su le faire hier, notamment à l'occasion de crises sociales.

Cette ESS, reconnue à l'échelle internationale, doit désormais s'emparer des menaces croissantes (écologiques, numériques, financières...) et des enjeux d'une transformation profonde de modèle socio-économique, sans jamais cesser de s'appuyer sur la nécessité de renforcer la citoyenneté et de s'appuyer sur elle. C'est notre responsabilité face aux générations futures. Nous appelons tous ceux qui veulent de bonne foi œuvrer avec nous pour inventer une économie de proximité et durable, rechercher une post croissance sobre et équitable, transformer le travail... Nous les invitons à nous rejoindre, à apporter à ce grand mouvement, leurs intelligences et leurs énergies entrepreneuriales, particulièrement les jeunes inquiets du futur et désireux de sens, d'inclusion, de coopération et de sobriété, de s'engager concrètement avec nous pour une autre économie.

Nous annonçons le rassemblement de l'ESS, nous nous y engageons collectivement et résolument. Oui, nous pensons qu'en agissant ensemble, dans la clarté des identités, l'ESS peut devenir la norme de l'économie de demain, et contribuer ainsi aux nécessaires changements systémiques.

Suite des signataires :

Colas Amblard, avocat et président de l'Institut ISBL
Frédéric Annette, président de la CRESS Réunion
Alexandre André, président de Mutuelle Avenir Santé
Alain Arnaud, président du CIRIEC France
Kadafi Atoumani, président de la CRESS Mayotte
Jean-Louis Bancel, ancien Président du Crédit Coopératif et de Coopératives Europe
Sylvie Ben Jaber, présidente de la Mutuelle Familiale
Fatima Bellaredj, déléguée générale de la Confédération Générale des SCOP
Emmanuelle Beyer, présidente de la CRESS Grand Est
Eric Bidet, chercheur, co-président de l'ADDES
Yannick Blanc, président de l'Institut Français du Monde Associatif
Christiane Bouchart, ancienne présidente du RTES
Sylvie Bourbigot, ancienne vice-présidente en charge de l'ESS au Conseil Départemental des Côtes d'Armor

Arnaud Breuil, secrétaire général de l'ICOSI
Guylaine Brohan, Présidente de la Fédération nationale des Familles Rurales
Patrick Brothier, président du Groupe AESIO
Jean-Philippe Brun, expert Institut ISBL
Jean-Louis Cabrespines, ancien président du CNCRES et du CEGES, délégué général du CIRIEC, expert ISBL
Philippe Calmette, président de la FISAF (Fédération des acteurs des handicaps sensoriels et des troubles du langage) et du think-tank FRATERNITÉ
Gilles Cavé, président de la CRESS Pays de la Loire
Dominique Chargé, président de La Coopération Agricole
Christiane Châteauvieux, présidente de la Fédération française des coopératives d'habitants (Habiccop)
David Cluzeau, délégué général de Hexopée
Alain Coheur, président ESS Forum International
Patricia Coler et Josette Combes, co-présidentes du Mouvement pour une Economie Solidaire
Adrien Couret, directeur général AEMA Groupe
François Debiesse, président d'Admical
Michelle Demessine, présidente de l'Union nationale des associations de tourisme
Danielle Desguées, présidente Fonds « Entreprendre autrement » et directrice générale du Réseau BGE PaRIF
Jean-Louis Desnoues, président de la CRESS Centre Val de Loire
Camille Dorival, journaliste et éditrice à Coopaname, ancien directrice générale d'Alternatives Économiques
André Ducournau, président de la CRESS Occitanie
Timothée Duverger, chercheur à Sciences Po Bordeaux et président de l'Association des Lecteurs d'Alternatives Economiques
Abdelaali El Badaoui, président du Fonds de dotation France du Cœur
Myriam Faivre, présidente-directrice générale de la CAE Clara
Maryline Filippi, universitaire, rédactrice en chef de la RECMA
Alain Forest, président du Mouvement associatif Pays de la Loire
Eric Forti, président de la Ligue de l'Enseignement Ile de France
Christophe Fourel, Mouvement convivialiste
Françoise Fromageau, présidente de Mona Lisa, administratrice du Mouvement Associatif de Bretagne
Bernard Gaillard, personne qualifiée, CESER de Bretagne
Yannick Gallien, président du Mouvement associatif PACA
Jean Luc Garde, président de la Mutuelle Malakoff Humanis, membre du Bureau de la Mutualité Française
Jean Gatel, ancien ministre de l'ESS
Morgane Gauquelin, directrice générale de REC Innovation et vice-présidente de la CRESS Ile-de-France
Christophe Gaydier, président d'Animafac
Cyril Gayssot, co-fondateur de FMS - Entreprise Adaptée
Dominique Gillot, présidente de la Fédération Générale des PEP
Pascal Glémain, Université Rennes 2, ESO UMR 6590 du CNRS, Institut ISBL
Laurent Grandguillaume, président de Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée
Dominique Guillen Isenman, présidente de la Fédération Nationale Solidarité Femmes
Dominique Hays, président du Réseau Cocagne
David Hiez, professeur de droit, spécialiste en droit de l'ESS, Université du Luxembourg
Thierry Jeantet, président d'Honneur de ESS Forum International, membre du conseil du GSEF
Dominique Joseph, présidente de MutElles
Jacques Landriot, président de la Confédération Générale des SCOP
Françoise Lareur, présidente de la Fondation Macif
Georges Laumuno, président de la CRESS des Îles de Guadeloupe
Daniel Le Guillant, président de la Fédération Française des Coopératives et Groupements d'Artisans
Maryvonne Le Pezennec Charrier, Union Régionale Bretagne CLCV
Gérard Lejeune, expert-comptable et commissaire aux comptes, expert Institut ISBL
Patrick Levy-Waitz, président de la Fondation Travailler Autrement et de l'Association France Tiers Lieux
Marie-Martine Lips, ancienne présidente du Conseil national des CRESS...
Pierre-Edouard Magnan, président de la CRESS Normandie
Dominique Mahé, président de France Active Garantie
Pierre Marini, élu et dirigeant mutualiste
Alexis Masse, président de France Active Initiative
Nathalie Mayance, présidente d'APIVIA MACIF MUTUELLE
Catherine Mechkour Dimaria, secrétaire générale du Réseau national des ressourceries et recycleries
Pascal Michard, président AEMA Groupe
Benoît Miribel, ancien président du CFF, secrétaire général Fondation Une santé durable pour tous, président d'honneur d'Action contre la faim
Viviane Monnier, présidente de l'Union Régionale Solidarité Femmes IDF
Stéphane Montuzet, président de la CRESS Nouvelle-Aquitaine

Stéphanie Motté, co-présidente Familles Rurales 35
Jean-Paul Nanguet, président du Mouvement associatif de La Réunion
Carole Orchamp, déléguée générale du RNMA, experte Institut ISBL
Christian Oyarbide, dirigeant mutualiste
Nils Pedersen, président de la Fonda
Loïc Pelletier, président de la Fédération Nationale des Coopératives de Consommateurs
Yves Pellicier, président de la MAIF
Josyane Pérez, présidente du Mouvement associatif de Nouvelle-Aquitaine
Philippe Perrault, président de la MACIF
Stéphane Pfeiffer, adjoint au maire de Bordeaux, vice-président du RTES
Denis Philippe, président de la CRESS Sud
Laurent Pinet, président de Coorace
Charlotte de Poncins, co-présidente du F3E
Olivier Pouyaud, président du Groupe mutualiste RATP
Valentina Ricci, déléguée générale de l'Institut ISBL
Nadine Richez-Battesti, universitaire Aix-Marseille Université et LEST-CNRS, co-présidente de l'ADDES
Peggy Robert, présidente de la CRESS Hauts-de-France
Armand Rosenberg, entrepreneur social et président de la CRESS Auvergne Rhône-Alpes
Pierre-Jean Rubini, président de la CRESS Corse
Laurence Ruffin, vice-présidente de la Confédération Générale des SCOP
Christian Sautter, président d'honneur de France Active
Pierre Siquier, président de France Générosités
Françoise Sturbaut, présidente de la Ligue de l'Enseignement
Robert Sturgis, président du Mouvement associatif Ile de France
Céline Thiébaud-Martinez, secrétaire générale de l'IPSE
Frédéric Tiberghien, président de FAIR
Loreline Vidal, administratrice référente, au nom du CA collégial du Réseau national des maisons des associations
Hugues Vidor, président de l'Union des Employeurs de l'Economie Sociale (UDES)
Jérôme Voiturier, directeur général de l'Uniopss
Elisa Yavchitz, directrice générale des Canaux
Serge Widawski, directeur général APF Handicap